

Sécurité/crise anglophone

Yaoundé sous la menace de frappes terroristes



- *Le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la défense, tire la sonnette d'alarme à travers une correspondance adressée au chef d'Etat-major des armées.*
- *Des dispositions sont prises pour éviter cette éventualité. P.3*

Présidentielle

Comment les candidats ont démarré leur campagne électorale

Pp.4-5

Anglophone crisis

Mancho Bibixy and co call on Ambazonians to drop their guns

P.2

Fécafoot

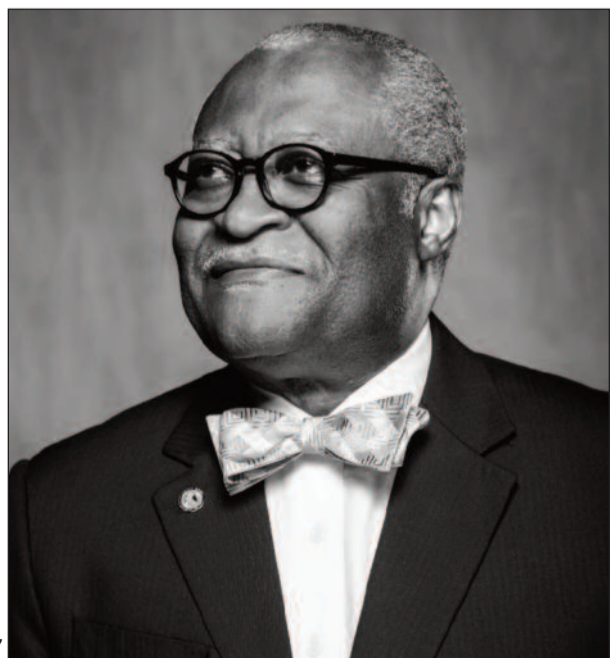
L'assemblée générale finalement reportée

P.12

Etoudi 2018

Akere Muna est prêt

* *En grande pompe, il a engagé sa campagne électorale samedi dernier. Pp.6-7*



Leaders of Anglophone crisis in the Kondengui central prison calls on Ambazonians to drop their guns for peace and for effective school resumption

Mancho Bibixy and co have started initiating activities while in prison towards ringing a bell for peace and unity.

Leaders of the Anglophone crisis currently being detained at the Kondengui Central prison led by Mancho Bibixy and Ngalim Felix are now advocating for peace and unity while in prison. One of the activities put in place is the organization of a mini football tournament meant to oppose the English speaking Cameroonians to their francophone brothers according to a letter addressed to the Minister of Territorial Administration (Minat), Atanga Nji Paul. The objective of the tournament as they say is to promote peace and living together and to express their gratitude to the love and concern francophone detainees have shown to the more than 200 Anglophones arrested during

the crisis and being detained at the Kondengui prison.

Another letter written to Minat by Nyemeck Ntack Pierre, a detainee on behalf of Mancho and Ngalim, the two still expressed their will for things to return to normalcy in the Anglophone regions. They called on the Ambazonians to immediately stop all violence to enable the peaceful holding of the 2018 presidential election on October 7 and for schools to effectively resume giving way to peace in the country.

To them, their claims at the beginning were apolitical, legitimate and without the loss of any human life. These demands they said were fulfilled by the Head of State, Paul Biya but unfortunately some people have taken advantage of the whole situation espe-



cially the youths who are now objects of manipulation.

They explained in the letter written to the minister last week that their reason of writing this letter is due to the heavy loss both materially and in human life as well in

the social, economic and political domain.

Mancho Bibixy, the coffin revolutionary was arrested in Bamenda on January 19, 2017 and has since been detained at the Kondengui central Prison. He was sentenced to 15year imprison-

ment by the Yaounde military Tribunal last May 25, 2018 and a fine of 268million FCFA on charges of terrorism, hostility against the homeland, secession, just to name a few.

By Amos Muang Nsah

Election présidentielle

Le Redhac sollicite l'observatoire électoral

Après le Comité Citoyen pour la transparence et l'exercice des libertés(Cocitel), c'est au tour du Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale de dire un mot sur l'élection présidentielle à venir.

Dans quelques jours, les camerounais sortiront voter leur président. Des neuf candidats en lice, un seul sera porté à la tête du pays. Seulement, la situation sociopolitique dans laquelle se trouve le Cameroun n'est pas favorable pour une quelconque élection. D'ailleurs, lors de sa récente sortie média-

tique, le Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale(Redhac) s'est demandé comment le gouvernement peut organiser des élections dans de pareilles situations?

Malgré les différentes violations dont celle de la Charte africaine de la démocratie, des élections et la gouvernance(Cadeg), celle des lois nationales et les atteintes aux liber-

tés nationales, le Cameroun s'apprête à aller aux urnes. Alors que le Redhac a sollicité en août dernier une lettre d'accréditation pour observer les élections et documenter les cas de violations des droits humains dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et le Littoral, celui-ci n'a encore reçu aucune réponse. Pourtant, la demande a été déposée au Ministère de tutelle, notamment celui de

l'Administration territoriale. C'est ainsi que jeudi dernier, jour auquel s'est tenu le point de presse, l'organisation a fait un recours gracieux par voie d'huissier, même si elle n'était pas la seule à solliciter l'observatoire électoral. L'Ong Dynamique citoyenne a également soumis sa volonté à observer l'élection, mais ce fut également en vain.

Michèle Ebongue

Communiqué

Le Directeur de publication du quotidien bilingue Emergence, informe ses lecteurs que le sieur Zéphirin Koloko, ne fait plus partie de l'équipe rédactionnelle dudit journal. Ce faisant, il ne peut plus se prévaloir de ce statut auprès de quiconque. Par conséquent, la rédaction se désengage de tout acte qu'il pourrait poser en son nom.

Crise anglophone

Yaoundé dans la ligne de mire des terroristes sécessionnistes

Le Mindef tire la sonnette d'alarme à l'égard du haut commandement militaire.

Il y a longtemps que la crise anglophone a débordé les frontières du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais, les informations récentes sont plus qu'inquiétantes. En effet, la préoccupation est du ministre délégué à la présidence de la République, chargé de la défense, Joseph Beti Assomo. Par une correspondance qui a fuité sur les réseaux sociaux, via laquelle il saisit le général de corps d'armée, chef d'Etat-major des armées, le Mindef, nous apprend la « présence signalée de sécessionnistes dans la ville de Yaoundé ». Le Mindef révèle ainsi que « de nombreuses sources concordantes et généralement fiables, révèlent avec insistance la présence de nombreux terroristes sécessionnistes dans les domiciles de certains quartiers de la capitale ». Parmi lesdits quartiers, l'on dénombre Obili, Biyem-Assi, Etoug-Ebe et leurs environs.

Les autorités militaires prennent ces menaces très



Joseph Beti Assomo

au sérieux, surtout que, d'après la correspondance du Mindef, ces terroristes « auraient pour objectif de commettre des actions d'éclat sur des cibles à forte valeur ajoutée et cer-

tains points stratégiques de la capitale politique les 1er et 7 octobre respectivement ».

Du coup, le Mindef instruit au chef d'Etat-major de prendre toutes les mesures

pour « débusquer et mettre hors d'état de nuire » ces terroristes et leurs complices.

On se souvient que les sécessionnistes « ambazoniens » avaient annoncé

une nouvelle phase de leur combat dès le 16 septembre dernier. Les craintes sont de plus en plus accrues, à l'orée du 1er octobre.

Kami Jefferson

Garoua

L'OMS renforce les capacités des 100 jeunes volontaires dans la lutte contre le Choléra

L'organisation Mondiale de la Santé en partenariat avec l'association pour la promotion du développement durable organise du 24 au 06 Octobre 2018, une vaste campagne de sensibilisation sur le choléra dans la région du Nord.

La région septentrionale connaît de plus en plus, depuis le début de la saison pluvieuse 2018 la recrudescence de l'épidémie du choléra. Jusqu'à la date du 21 septembre 2018, il a été enregistré 255 cas dans dix districts de

; Pitoa ; Ngong ; Bibémi ; Gaschiga ; Golombé ; Guider et Mayo oulo) dont 29 cas confirmés et 26 décès, soit un taux d'attaque de 13.6% sur une population de 204 852 (Rapport de situation de l'épidémie de choléra N°23 de MINSANTE). Malgré les efforts consentis par le ministère en charge de la

santé publique et ses partenaires ainsi que les autorités administratives, l'épidémie de choléra ne fait que perdurer au sein de la population. Au regard de cette situation alarmante et la montée exponentielle de la propagation de cette maladie liée au manque des règles élémentaires d'hygiène et

salubrité, l'AP2D (association pour la promotion du développement durable) en partenariat avec l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) organise du 24 au 06 Octobre 2018, une vaste campagne de sensibilisation sur le choléra dans la région du Nord.

Cette campagne a

pour objectif de former 100 jeunes urbains afin d'éveiller, d'éduquer, de mobiliser et de responsabiliser les populations face au choléra ainsi qu'une gestion saine et durable des problèmes de consommation des eaux saines, d'hygiène et salubrité.

Félix Swaboka

Présidentielle

Comment les candidats ont démarré leur campagne électorale

Parmi les 9 candidats en lice, 5 se sont distingués, entre meetings et diverses manifestations publiques.

Chacun des candidats rongeaient déjà son frein, attendant le 22 septembre comme une déclaration de libération. Depuis samedi, la campagne électorale est officiellement lancée, et chacun déploie sa stratégie. Revue des troupes chez les cadors.

Dossier réalisé par la rédaction

Paul Biya : l'éternel conquérant

Le président sortant a dévoilé samedi son slogan et son site officiel de campagne. Une opération d'affichage a également été initiée dans plusieurs villes du pays. Ce site internet comprend des informations telles que la profession de foi du candidat Paul Biya, les personnalités de l'opposition qui l'accompagnent, ainsi que des modalités pratiques de vote.

Dans sa profession de foi, Paul Biya présente les « dix engagements qui guideront son action au cours des sept prochaines années ». Il y promet notamment d'« améliorer les conditions de vie des camerounais », de « sauvegarder l'unité nationale et l'intégrité du territoire » ou encore de renforcer l'innovation en faisant du Cameroun « un pôle afri-



cain de référence dans l'économie numérique ». Paul Biya a choisi comme slogan « La force de l'expérience ». Ledit slogan est d'ailleurs visible de-

puis hier matin sur des panneaux d'affichages dans différentes rues des grandes villes du Cameroun. Le programme des descentes de Paul Biya

sur le terrain n'a toujours pas été rendu public. Mais de nombreux observateurs s'accordent à penser que la ville de Maroua sera l'une de ses destina-

tions. De nombreux meetings ont commencé à se tenir, d'autres sont en préparation, dont un à Garoua le 1er octobre.

Maurice Kamto défie le sous-préfet

C'est vêtu d'un maillot des Lions indomptables que Maurice Kamto est arrivé ce 22 septembre à l'esplanade du lycée bilingue de Bonaberi à Douala. Au milieu des dizaines de militants de son parti réunis en ce lieu, le président du mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) a bravé l'interdiction d'y tenir son premier meeting de campagne. « Je suis là, nous sommes là, personne ne nous interdira de tenir un meeting dans ce pays », a lancé Maurice Kamto dès sa première prise de parole, sous la clameur d'une foule hystérique.

Dans ce quartier de la ville de Douala connu pour abriter une importante communauté de ressortissants anglophones, Maurice Kamto a centré son discours sur la résolution de la

crise qui secoue leurs deux régions d'origine depuis bientôt deux ans. « Bonaberi je vous entends, jamais je ne vous trahirai (...) Le massacre de nos frères anglophones n'est pas notre politique. C'est pourquoi je vous redis, dès que je suis élu, je me rendrai dans les villes et villages anglophones, j'irai dans les forêts chercher nos frères, j'irai en brousse essuyer les larmes de nos mères, de nos parents, dans ces régions. Je reviendrai avec eux, afin qu'ensemble, on construise l'émergence du Cameroun », a clamé Maurice Kamto.

A Kribi, le meeting du MRC a été annulé. Le candidat Maurice Kamto refuse de faire tenir son meeting dans un site inapproprié. Initialement annoncé à la place des fêtes de Kribi, c'est finalement à l'esplanade de la Sar\Sm de Kribi que des dispositions étaient



en train d'être prises pour ce moment de rencontre. Mais, Maurice Kamto a brusquement

décidé du report dudit meeting. Selon Me Emmanuel Simh:" cet endroit n'est pas

couvert. Il est impossible d'y tenir un meeting sous la pluie comme maintenant".

Joshua Osih : la conquête du Littoral et de l'Ouest



JOSHUA osih à Dschang.

Tout a commencé pour le candidat du Sdf à Douala, par un rassemblement à la mairie de Douala IV. Puis le cortège s'est ébranlé pour le Moungo. A Dibombari, il a

déclaré, « vous aurez pour la première fois dans l'histoire de cet arrondissement, un président qui viendra vous rendre visite ». Il se rendra aussi à Mbanga et à Santchou. Son premier

meeting aura lieu dans la commune de Djombependja, dirigée par le Sdf. « vous ne pouvez pas vivre dans un pays qui produit le meilleur maïs au monde, les arachides, le manioc et ne

pas arriver à envoyer vos enfants à l'école », a-t-il dit. On a aussi vu le candidat du parti de la balance à Loum, où il a promis l'augmentation du salaire des fonctionnaires. Mais, c'est surtout à

Dschang que Joshua Osih a opéré un miracle, en réussissant à drainer une foule immense, samedi. Hier, il a également tenu des meetings à Bafang, Bangangté, Bafoussam.

Cabral Libii : Retour parmi les siens

C'est à Edea que l'un des candidats les plus jeunes a décidé de lancer sa campagne électorale, au milieu d'une population en liesse." Je suis venu vous dire que ce qui était impossible est devenu possible", a-t-il clamé. Quand nous allions sous presse, il faisait ses premiers pas sur l'estrade.



Cabral Libii à Edea

Convention Akere Muna

L'appel des francophones à l'élection d'un président anglophone

Les soutiens sont de tous ordres.

La convention du 22 Octobre 2018 a été l'occasion pour les soutiens et autres sympathisants d'Akere Muna d'exprimer leur attachement à ses idéaux.

Tout commence justement avec le maire de Yabassi, Jacques Maboula Mboya qui voit en Akere Muna, l'homme qui, dès sa prise de pouvoir si tel est le cas, sera capable de mettre un terme à la crise «multisectorielle» que traverse le Cameroun. « Akere Muna résume notre unité nationale » a-t-il dit.

A sa suite, le docteur Haméuni Bieleu, président de l'Union des forces démocratiques du Cameroun (Ufdc), qui a depuis longtemps déclaré sa flamme politique au candidat Akéré Muna. Loin de la démagogie, « choisissons un anglophone pour qu'il nous montre comment les anglophones résolvent les problèmes d'une Nation ». Mieux, a-t-il dit, « changeons de paradigme » car « je sais que dès d'Akere prend le pouvoir le 07 octobre, le jour suivant, la crise est terminée ».

Dans le même ordre d'idées, l'Union des Populations du Cameroun (Upc) tendance Issa Habiba, soutient Akere



Lors de la convention

Muna qui est ici considéré comme un révolutionnaire des temps modernes. « Le parti de 70 ans a déjà montré l'exemple en votant par le passé une femme de 42 ans. Nous avons rallié Akere Muna pour continuer à libérer notre pays ». Ces appels au soutien à l'anglophone francophile, s'inscrivent ainsi dans la logique de présenter le Cameroun prospère de demain. Car

comme le rappelait encore le bâtonnier Yondo Black, « vous avez le droit de dire NON. Dire à un homme de 86 ans qu'il n'est pas l'assurance tout risque ». Bien plus, explique l'économiste et artiste poète, Georges Minyem, il faut faire preuve de réalisme non de croire à des bonimenteurs qui annoncent des relèvements du Smic à hauteur de 160 000 FCFA.

Un « AkereMuna » convaincu et vainqueur?
C'est donc un Akere Muna convaincu de sa victoire qui a pris la parole. Se projetant en 2025, le candidat du Front populaire pour le développement (FPD) soutient qu'«en 2018, je vous annonçais des logements décentes, la couverture maladie universelle, un nouveau contrat social, etc. », « je l'ai réalisé sur la

base d'un document de 400 pages que voici ». Dans une ambiance à l'américaine, des ballons ont sanctionné une journée qui inaugurerait une campagne présidentielle qui s'annonce riche en rebondissements au regard des personnalités publiques qui étaient présentes.

Hervé Ndongbong

Le profil du candidat

Lors du lancement de la campagne présidentielle du natif de Bengwi, le fils de Solomon TandengMuna s'est exprimé aussi bien en français qu'en anglais, comme il le fait depuis le début de la campagne.

Alors que la campagne présidentielle prend son envol, des voix venant du Cameroun profond et de la diaspora appellent à l'élection comme président du fils du Nord-Ouest du Cameroun, lui qui a pris le soin d'aller à leur rencontre. Voici l'occasion, une fois de plus de revenir sur la biographie et le parcours du septième fils d'une fratrie de huit enfants.

AkereMuna, né en 1952, fait ses études primaires et secondaires au Cameroun avant de s'envoler pour les Etats-Unis d'Amérique où il accède à la School of International Service (SIS) de l'université américaine de Washington DC. Il en sort nanti de l'équivalent d'une licence en relations internationales en 1975. Il va ensuite en Angleterre et sera admis à la prestigieuse Society of Lincoln's Inn. Diplômé de cette institution, il entre au barreau anglais en 1978, année au cours de laquelle il prépare son retour au bercail pour pratiquer le droit. Justement, il s'associe à son frère Bernard dès son retour au Cameroun en 1982. En 1984, ils créent

un cabinet d'avocats dénommés MunaMuna & Associates, le cabinet d'avocats du Cameroun qui s'acclimate au système judiciaire binaire Common Law et droit civil en vigueur au Cameroun. En 1997, AkereMuna est Bâtonnier de l'ordre des avocats du Cameroun. En 2000, il fonde la représentation camerounaise de Transparency International (TI) qu'il conduit. En 2004, il est élu au Conseil d'administration de l'instance. La même année, les sections africaines de Transparency International le désignent Coordonnateur de la Coalition des sections africaines de Transparency International. En 2005, il est élu Vice-président du conseil d'ad-

ministration de Transparency International avant de se retirer en 2014. La même année, il est porté au poste de Président du Conseil de la Conférence internationale contre la Corruption (CILCC), qui regroupe les Chefs d'Etat du CMI (Crisis Management Initiative) et le secteur privé pour relever les défis que représente la corruption. Au niveau africain, ce père de deux filles est membre de l'Union panafricaine des avocats (PALU) qu'il préside de 2005 à 2014. En septembre 2008, AkereMuna est élu Président de l'ECOSOCC (Conseil économique et social de L'UA), poste qu'il occupe jusqu'en 2014. Entre autres casquettes

également, il aura été en 2012, Commissaire aux Sanctions de l'institution membre de la Banque africaine de développement (BAD- 11 février 2013), membre du Groupe des Conseillers du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Afrique subsaharienne (2010), membre du Conseil de Direction qui constitue la plus haute instance de prise de décisions de l'IAG, membre du Conseil d'administration d'ECOBANK Cameroun (24 février 2017). Et depuis le 20 juillet 2018, AkereTabengMuna est définitivement parmi les 9 candidats à la fonction de Président de la République.

H. N.

Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions...

Victor Onana Felix, *UPC*

«Akere Muna has what it takes to bring back peace in Cameroon»



thinkhe has whatit-takes to lureforeignfunders to assistCameroon to-wardseconomic-growth. WithAkereMunathe-sefunderswill have more trust in helpingCameroon. The contribution of the UPC willbe the contribution of a nationalist and patriotic party in the sensethatour party has alwaysfought for unity and pea-cewhichistoday-going down the drains. It is essential to our country and that'swhywe are supportingAke-rebecausehe has the capacity to ins-tallthisneeded-peace.

It is a good impression. I think this is the right person taking into consideration the present situation of the country, whether in point of unity and peace or reforms that has to guide against the abuse of democracy or economic aspect. Taking in to consideration his credibility internationally, I

Mba Eloundou Felix, *Retired Tax Inspector*

«Akere Muna listens to people surrounding him»



Akere Muna is a longtime friend. He has always wished that I should be beside him so as to give my own opinion on some certain number of decisionshe has taken-particularly in the fiscal sector. When-

hisprojectwas-being put in place heasked me to make a proposition in the fiscal sector. This wasdone as to whatconcerns the fiscal policy of the country, thatexplainsmyreason of beingheretoday. It isevidentthat if one doesn'tbelieve in his or herdreams one cannever continue his or heradventure. But I thinkthatlooking at the availability of the candidate, is-listeningcapacity to people surroundin-ghimespecially me, I thinkwhat I have saidwillcertainly-betransformedinto action in the days-ahead.

Prince Ekosso, *National President of United Socialist Democratic Party (USDP)*

«Akere is the only hope for Cameroon»



As you can see you can really identify who is who in the hall. One of the most important things that Cameroonians should understandisthatwe have succeeded to bringde-legates for this convention in all the tenregions of the country especial-lyfrom the Anglophone and people came from the North

West and South West and those are signs to tell Cameroonians at home and abroadthat people are desperate for change and the population thatyou-saw for your self is an indication thatCameroonianswant a new face and that'swhatwe are hoping for and intending to achieve on the 7th of October. This population thatyouseehere, are moving to the tenregions of this country and moving as agents of conversion, thatis, theywill go block by block, house to house convincingCame-rooniansthatAkereis the onlyhope to be able to remedy all the problems of this country.

Retrouvez tous les jours dans vos kiosques

Le Journal émergence
Le Premier
Quotidien Privé Bilingue au Cameroun



Interview **Sekou Touré**

« On a choisi ces cibles-là par rapport aux objectifs de l'atelier »

Le Directeur de l'Unité de la Vérification de Conformité et de la Médiation (UVCM) de la BAD donne des éclairages sur l'atelier de sensibilisation qu'il a présidé mardi et mercredi derniers à Yaoundé.



Peut-on savoir l'objectif principal de cet atelier que vous avez présidé la semaine dernière ?

L'atelier visait deux types de participants : d'un côté ceux qui viennent des agences qui exécutent les projets de la BAD. Et puis le deuxième groupe constitué essentiellement des représentants des organisations de la société civile. On a choisi ces cibles-là par rapport aux objectifs de l'atelier. Il s'agit pour la banque de faire en sorte que lorsqu'elle finance un projet et que celui-ci a des impacts négatifs sur les populations, qu'elles aient un sys-

tème de recours auquel elles peuvent s'adresser pour, soit entrer dans leur droit, ou alors porter leurs préoccupations au niveau le plus élevé de l'institution, le conseil d'administration, si par exemple elles estiment que ceux qui exécutent le projet ne se conforment pas aux politiques ou aux procédures de l'institution.

Quel est donc ce système de recours et comment fonctionne-t-il ?

Il s'agit du mécanisme indépendant d'inspection qui a été créé à la BAD. Cet outil permet à l'institution d'être à l'écoute

des populations bénéficiaires impactées pour répondre à leurs préoccupations lorsqu'elles ont un problème sur le projet. Une fois saisi, ce mécanisme a plusieurs manières de gérer les plaintes. Si la personne qui se plaint veut entrer dans ses droits, et qu'elle veut le faire par la négociation, on a toute une procédure qu'on suit, pour faire en sorte que premièrement, la préoccupation de la personne soit bien comprise, qu'elle soit transmise au conseil d'administration de la banque et que la direction de la banque prenne des dispositions pour résoudre le problème.

Le deuxième volet c'est lorsqu'il s'agit de s'assurer que les problèmes qui ont été soulevés ne sont pas le résultat d'un manquement aux politiques ou procédures de la banque. Nous faisons des investigations pour savoir qu'est-ce qui s'est passé. On identifie donc les manquements, on les porte à la connaissance du conseil d'administration, et puis avec la direction de la banque, on travaille pour corriger les manquements.

Quelle place occupe la société civile ?

On associe de plus en plus la société civile dans notre travail

parce que beaucoup de gens qui sont impactés se trouvent dans les zones rurales. Ce sont des gens qui ne sont pas éduqués, qui ne savent pas lire nécessairement et à la fin, ne savent vraiment pas à qui s'adresser lorsqu'ils ont des préoccupations. Or, la société civile a pour rôle d'encadrer ces populations. L'idée c'est de faire en sorte qu'on explique le fonctionnement de la banque, des projets, de la gestion des plaintes à ces ONG, pour qu'en retour, ils l'expliquent à la population, pour leur permettre de porter leur préoccupation à notre niveau.

Quelles sont les principales préoccupations des populations ?

En ce qui concerne l'indemnisation, il y a plusieurs aspects : soit que la personne se plaint pour dire que le niveau d'indemnisation est trop bas. La deuxième des choses, il y a des fois, on n'indemnise même pas les gens pour certaines raisons propres à l'Etat. Parfois parce qu'ils n'ont pas de titre foncier. C'est en cela que le rôle de la banque est important. Parce que nos procédures et politiques exigent que même si vous n'avez pas de titre sur la parcelle, à partir du moment où vous êtes installés sur la par-

celle et que vous y avez investi quelque chose, il faut qu'on vous indemnise pour vos investissements. Mais de plus en plus, on a des questions de terre, parce qu'on prend la terre des gens pour réaliser des infrastructures.

Il y a des questions d'environnement. En effet, la banque investit beaucoup dans les grands profils tels que les barrages, les centrales électriques...et ses ouvrages entraînent des conséquences sur l'environnement. Lorsqu'on réalise ces projets-là, il y a toujours des mesures qu'on prend dans le contexte du projet pour chercher à protéger l'environnement. Mais il arrive des fois que ces mesures-là ne soient pas toujours mises en œuvre et cela entraîne pollution et autres.

La gestion des ressources naturelles est aussi un autre problème auquel on commence à être confronté. C'est lié à l'environnement. Parce que lorsqu'on réalise une autoroute par exemple, ça traverse beaucoup de zones. Souvent, il se trouve qu'on coupe l'accès des gens à leurs terres. Puisque l'autoroute a séparé leurs terres en deux.

Propos recueillis par Rosette Ombessack

Secteur agricole

Une exposition-vente en faveur des productrices locales

Les bénéficiaires des sous-projets nutrition, financés par le projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (Pidma) ont exposé leur savoir-faire à Douala.

Les bénéficiaires de sous-projets nutrition étaient à l'honneur. Jeudi dernier, des agricultrices des régions du Littoral, du Sud-ouest, de l'Ouest et du Nord-Ouest ont exposé leur savoir-faire à l'esplanade de la délégation régionale du Ministère de l'Agriculture et du développement rural (Minader) pour le Littoral. Il était question de présenter les bénéficiaires des sous-projets nutrition financés par le Projet d'investissement et de développement des marchés agricoles (Pidma).

Placé sous le thème « L'Agriculture sensible à la nutrition », cette

exposition-vente était une occasion pour les participants de faire des découvertes sur les sous-projets nutrition du Pidma. Ceux-ci qui contribuent à l'amélioration de la situation nutritionnelle des ménages bénéficiaires et d'échanger sur le thème de l'événement. Ces mêmes productrices devront également avoir une alimentation saine, sinon elles ne pourront réaliser un bon travail. Pour ce faire, « le gouvernement du Japon a financé une composante de projet en donnant un don pour pouvoir appuyer les activités liées à la nutrition », indique Thomas Ngue Bissa, coordonnateur national du Pidma. C'est ainsi que

le Gic des femmes dynamiques de Tonga a bénéficié d'un financement de 2hectares de riz, 2hectares de maïs, ainsi que des intrants nécessaires pour produire tout cela. « Aujourd'hui, nous présentons le riz complet, le riz semi-complet, le riz blanc, la farine du riz, le riz soufflet, le jus de riz, la bouillie de riz et le spaghetti de riz », énumère Mirabelle Djantou, délégué du Gic des femmes dynamiques de Tonga. C'est donc environ 1milliard 300millions de FCFA qui ont été accordés sur ces dons, avec un taux d'engagement de 98,5% à 9mois de l'échéance de clôture dudit don. Quant au taux de réali-

sation physique sur le terrain, il est de 62,5%, soit 50% du taux de décaissement réel. « Ce qui veut dire qu'au 30juin 2019, nous serons à un taux de 100% », affirme le coordonnateur du Pidma. Pour la suite, ces agricultrices, par ailleurs bénéficiaires du projet projettent de faire découvrir les produits camerounais à une foire prévue en Avril 2019 aux Etats-Unis. Une véritable satisfaction pour ces dernières et pour le Cameroun, même s'il existe encore quelques bémols, notamment la labellisation et la normalisation des produits. Mais il faut noter que le but de ce genre d'initiative est l'autonomisation des femmes,

afin qu'elles deviennent de véritables entrepreneurs agricoles. « On peut parler d'un succès parce que depuis 3ans que le Pidma s'est mis en place, le gouvernement a mis beaucoup de subventions pour encourager une transformation de mentalité », assure Thomas Ngue Bissa. « Notre objectif est de produire abondamment le riz et de le transformer autant que possible. Notre production se limite à 3tonnes d'hectares et nous produisons autour de 12tonnes. Nous voulons tripler, voire quadrupler cette production », indique Mirabelle Djantou.

Michèle Ebongue

Electricité

Le gouvernement camerounais lance les travaux de l'usine de pied de 30 MW à Lom Pangar

Le ministre de l'Eau et de l'énergie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, a effectué le 20 septembre, une visite du barrage de Lom Pangar dans la région de l'Est du pays et par la même occasion, il a procédé au lancement des travaux de l'usine de pied de 30 MW.

Gaston Eloundou Essomba a indiqué que la deuxième composante du barrage de retenue d'eau de Lom Pangar, à savoir la construction de cette usine de pied et une ligne de haute tension de 90 KV Lom Pangar-Bertoua, est financée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Bdeac) à hauteur de 39 milliards FCFA. « Sur le site, toutes les conditions sont réunies afin de livrer l'usine dans un délai de 30 mois. », a affirmé le membre du gouvernement.

Des informations recueillies auprès de China Camc Engineering, l'entrepreneur chinois en charge des travaux, il s'avère qu'une partie importante du matériel (équipements de commande, la salle de commande, turbines, etc.) devant servir à la construction de l'usine est en cours



Le gouvernement camerounais lance les travaux de l'usine de pied de 30 MW à Lom Pangar

de fabrication en Chine. Il s'agit pour le constructeur de gagner en temps pour tenir les délais contractuels.

Cette visite du Minee intervient au moment où le barrage de Lom Pangar est à

sa troisième année de régularisation du fleuve Sanaga avec un impact significatif en termes d'augmentation de capacité de production des centrales installées à Song Loulou et Edea d'une capa-

acité de 170 MW.

Le projet hydroélectrique de Lom Pangar vise l'augmentation de la capacité de production d'électricité et la réduction des fluctuations saisonnières de débit du fleuve Sanaga, ainsi que

l'amélioration de l'accès à l'électricité au Cameroun. D'une capacité de 6 milliards de mètres cube d'eau, c'est le plus grand barrage-réservoir jamais réalisé dans le pays.

Oscar Onana

Cemac

Les créances nettes sur les Etats de la CEMAC ont crû de 25,9%

En partie à cause des tirages du Cameroun.

Sur les six premiers mois de l'année 2018, les créances nettes sur les six Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEMAC) ont progressé de 25,9%, atteignant 2950,7 milliards FCFA, renseigne la Banque centrale (BEAC) dans son bulletin statistique.

Selon les analyses de la BEAC, cette augmentation est en partie le fait de l'Etat camerounais qui a, en fin d'année

2017, effectué le tirage de « la marge résiduelle (276,5 milliards) sur son plafond des avances statutaires ».

Mais, en plus de ce tirage effectué par le gouvernement camerounais, la BEAC met cette hausse des créances nettes sur les Etats de la CEMAC sur le compte de « l'augmentation des crédits du Fonds monétaire international (FMI) », ou encore « la baisse des dépôts publics » dans les banques.

O.O.



Les créances nettes sur les Etats de la CEMAC ont crû de 25,9%

Maladies cardiovasculaires

La caravane du cœur de passage à Nkol Fon

Des dépistages ont eu lieu vendredi dernier.

Ce type d'occasion ne se loupe pas. Et, en prenant d'assaut le lieu aménagé dans cet arrondissement de Yaoundé 3ème, les populations de Nkol Fon n'ont pas eu tort. C'est que, vendredi dernier, la fondation camerounaise du cœur, dirigée par le Pr. Daniel Lemogo, y a organisé, en prélude à la semaine nationale du cœur, une journée de dépistage des maladies cardiovasculaires. Massivement, les populations ont répondu présent. Le message de sensibilisation est passé. Mme Abomo Nguini Cécile, qui est secrétaire générale d'un regroupement associatif, raconte que « nous avons été approchés par la fondation nationale du cœur. Nous avons communiqué sur le sujet avec les populations, et offert également des kits notamment pour le dépistage du Vih ». « Ce n'est pas souvent facile de nous rendre dans les hôpitaux pour passer ce type d'examen. Quand une occasion comme celle-ci se présente, il faut en profiter », nous explique un jeune homme d'une vingtaine d'années à peine, venu se faire dépister. L'équipe de la fondation camerounaise du cœur, à pied d'œuvre, s'occupe des formalités : enregistrement,



La fondation nationale du cœur à l'œuvre

prise de poids, des paramètres cardiaques, test rapide de l'hépatite b, du vih et enfin, interprétation des résultats par un médecin. Tout est passé au peigne fin : surpoids, diabète, trouble du rythme cardiaque, hypertension artérielle...

Selon le Dr. Yves Hako, le coordonnateur de la caravane du cœur, « Les maladies cardiovasculaires aujourd'hui occupent le premier rang des affections qui dominent dans le monde. Les

prévalences concernant ces maladies sont les plus élevées. Il ne s'agit plus d'une problématique exclusive aux pays dits développés, mais un problème de santé publique majeur pour les pays d'Afrique ». Il ajoute que le taux de prévalence à Nkol Fon vient confirmer les craintes que le corps médical nourrit à propos de ces maladies sur le plan national. Il y a toujours des personnes hypertendues aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Selon lui, « il y a même beaucoup de personnes qui sont diabétiques et qui ignoraient leur statut. Quand vous êtes victime d'un AVC, qui est la première complication de l'hypertension artérielle en Afrique, la majeure partie des personnes affectées décèdent ; parmi celles qui survivent, seul le 1/3 recouvre leur autonomie. Les autres resteront dépendants toute leur vie ».

Ainsi, les populations rurales représentent l'une des cibles

prioritaires dans cette campagne. Pour Christine Evina, qui est la promotrice de cet événement sanitaire à Nkol Fon, c'est un pari gagné : « Nkol Fon, c'est mon village. Je me préoccupe de la santé de mes parents. J'ai vu cette caravane dans d'autres régions, et je me suis dit que c'est une opportunité pour mes parents qui n'ont pas toujours la possibilité de se rendre en milieu urbain pour se faire soigner », a-t-elle dit.

Kami Jefferson

Commune de Dimako

31 ans après voici un nouveau maire!

La cérémonie d'installation officielle était présidée par le préfet du Haut Nyong à l'esplanade de l'hôtel de ville.

W E b o n g u e Ebongue Onesine, je vous déclare officiellement installé dans vos nouvelles fonctions de Maire de la commune de Dimako", dicit le préfet Mboké Ntual Godlive. Les populations de l'arrondissement de Dimako ont officiellement pris connaissance avec le successeur de Jan-

vier Mongui Sossomba. C'est à l'issue d'une consultation des conseillers municipaux de cet arrondissement le 19 juillet dernier qui a conduit à l'élection de celui-là qui avait affronté le défunt maire en 2013 lors de la même épreuve.

Dans le discours de présentation de la commune de Dimako, Mike Rocheteau Moambok,

1er adjoint au Maire de ladite municipalité a tenu à rappeler au nouvel élu le contexte actuel de la commune, la vision ainsi que la situation de la mairie dont il sera désormais le magistrat. Avant d'honorer la mémoire du patriarche Mongui qui aura présidé aux destinées de cette commune pendant 31 ans, soit de 1987 au 19 mai 2018.

L'annuaire de la commune de Dimako fait d'Onesine Ebongue le 4e Maire de l'histoire de cette ville. Additionné à la courte période d'intérim qu'a assuré le Pleg des lettres modernes françaises Rocheteau Mike Moambok du 20 mai au 19 juillet 2018. L'homme sur qui repose désormais les destinées de la commune de Di-

mako est né le 30 juin 1955. Il entre dans le conseil de Dimako en 1977. "Je suis né ici et je connais bien les problèmes de cette mairie ! Ensemble avec les autres conseillers, nous allons relever les défis", précise Onesine Ebongue Ebongue à la presse.

Bossis Ebo'o, de retour Dimako

Présidentielle 2018

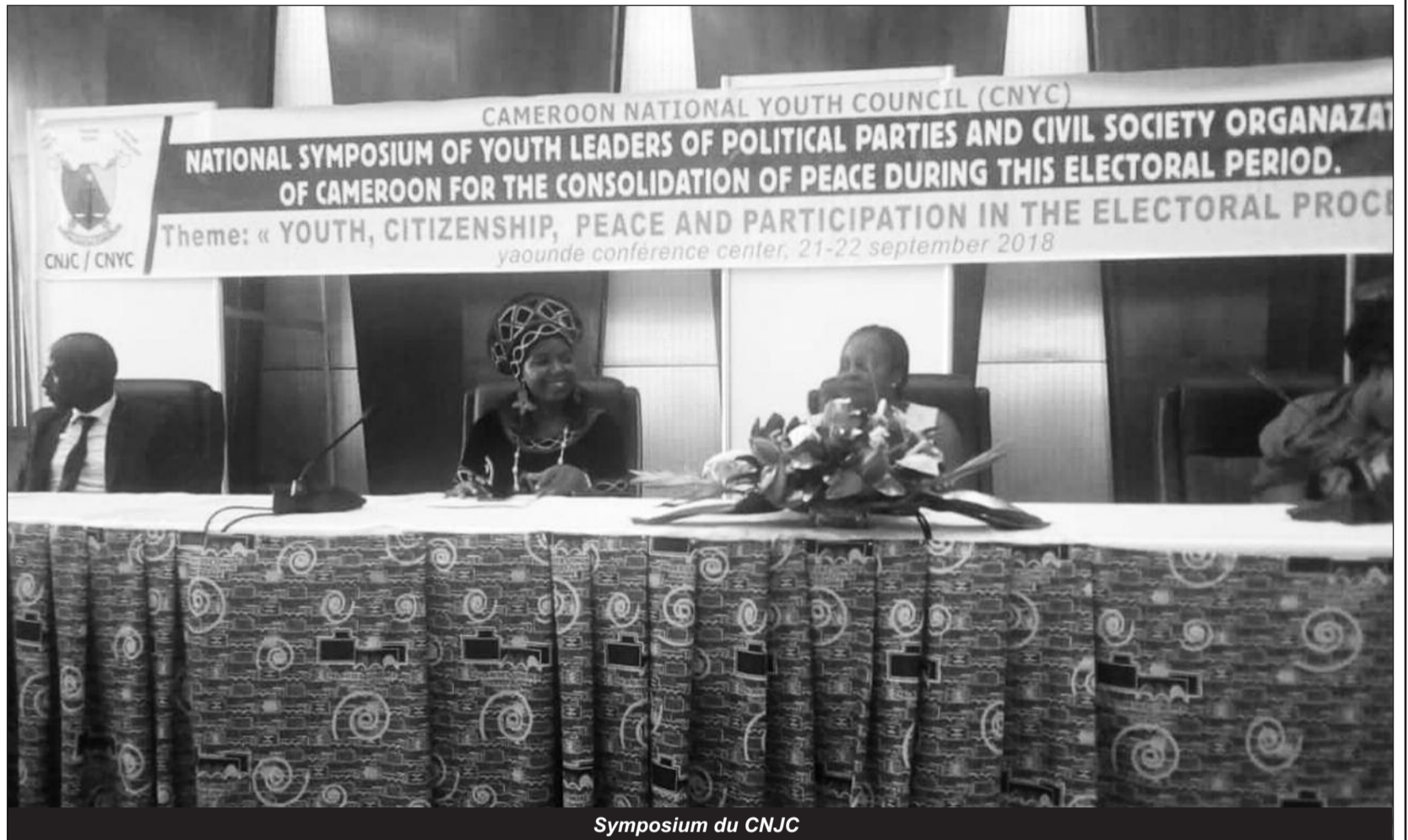
Le CNJC promeut la culture de la paix

C'est dans cette optique qu'il a organisé vendredi et samedi derniers un symposium national, à l'intention des jeunes leaders des partis politiques et des organisations de la société civile.

En prélude à la tenue prochaine des élections présidentielles, le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun (CNJC) a organisé vendredi et samedi derniers au palais des congrès de Yaoundé un symposium national. Il s'est agi de former, éduquer et engager les jeunes leaders des partis politiques et des organisations de la société civile des dix régions du Cameroun sur la promotion et l'intérêt de la culture de la paix, entre autres.

« La paix et l'unité nationale, socle de développement de l'Etat » est l'un des sous-thèmes qui a été développé par Nko Ze Luc Valère, sous-directeur à la DIVAPJ. Il ressort de son intervention que la paix est un concept universel et polysémique qui se définit comme étant l'absence de conflit.

Le déroulé du chronogramme de l'activité a laissé place aux témoignages des jeunes leaders des pays qui ont été vic-



Symposium du CNJC

times des guerres et des troubles sociopolitiques, à l'instar de la RCA et le Tchad. Ces derniers ont sensibilisé leurs pairs sur l'intérêt de la préservation de la paix, dans le cadre de la construction d'un pays fort et émergent.

Notons de même que les jeunes ont émis des recommandations et des résolutions allant dans le sens de la préservation des acquis de paix, d'unité nationale et du vivre ensemble harmonieux pendant et après les élections. « Vous devez

être des messagers de la paix sur l'étendue du territoire nationale », a déclaré Wadjiri Simon, inspecteur général des services, représentant du Minjec.

Relevons que dans son discours de clôture, la présidente du CNJC a

mentionné que dans les jours à venir, une caravane sillonnera les dix régions de notre pays en vue de la restitution des résolutions issues du présent symposium.

Rosette Ombessack

Yagoua

Mounouna Foutsou inaugure le CMPJ

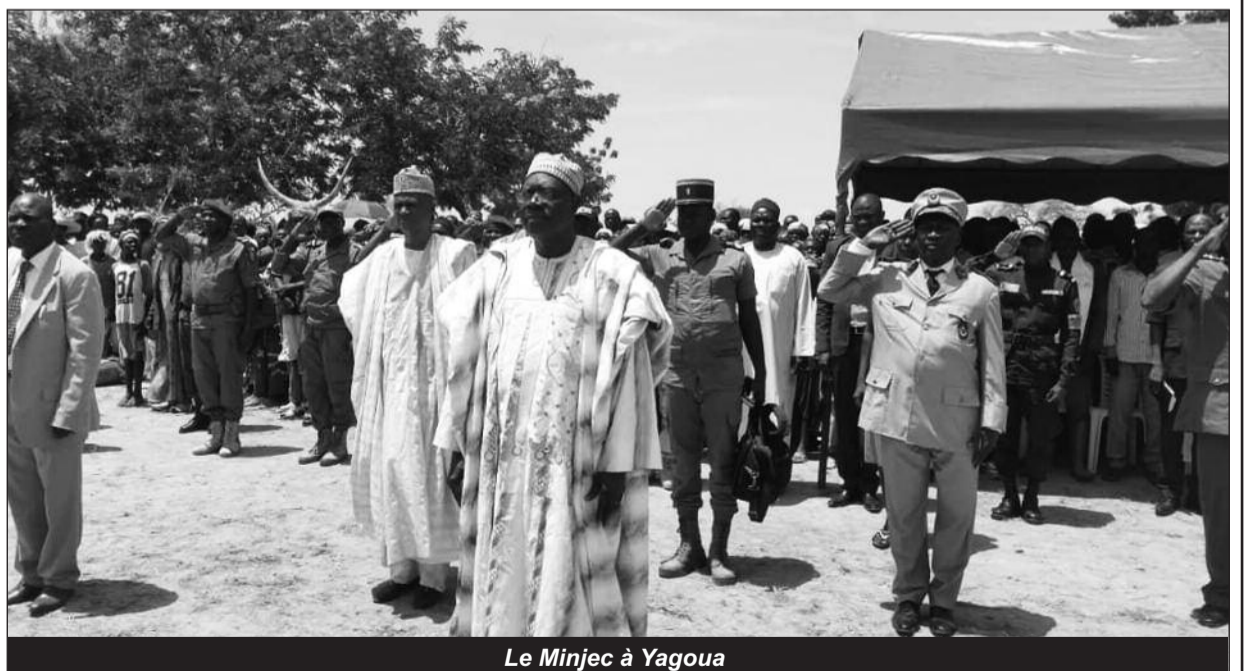
La cérémonie a eu lieu vendredi dernier dans l'arrondissement de Wina.

L'esplanade du Centre multifonctionnel de la promotion de la jeunesse (Cmpj) de Wina a accueilli vendredi dernier la cérémonie de son inauguration qu'a présidée Mounouna Foutsou, le ministre de la jeunesse et de l'éducation civique (Minjec).

Dans son mot de bienvenue, le maire de la commune de Wina, Molgom, a salué l'initiative du gouvernement. "M. le ministre, Wina se sent privilégié avec vos multiples efforts. Avec ce joyau, notre arrondissement entre dans la modernité", a dit le magistrat municipal. Par ailleurs il a rassuré : "la

commune va apporter son accompagnement au centre à hauteur de deux millions francs cfa".

Le président communal du Conseil national de la jeunesse du Cameroun (Cnjc) de Wina, Igri Djoboina au nom de ses pairs, a fait savoir au Minjec que le joyau sera entretenu par les jeunes pour que les résultats escomptés soient atteints. Yaouba Adama, le chef du Cmpj d'arrondissement de Wina a présenté la structure. Il faut retenir qu'il compte près de 10 bureaux, et une salle de conférences. Y seront logés, outre les services du cmpj, la délégation d'arrondissement du Minjec et le bureau communal



Le Minjec à Yagoua

du Cnjc de Wina. La population de l'arrondissement de Wina n'a pas manqué de témoigner sa gratitude et sa reconnaissance au Minjec et à travers lui au gouverne-

ment et au chef de l'Etat. Dans la même veine, Mounouna Foutsou a visité le chantier de construction de la délégation départementale de la jeunesse et de l'éducation civique de

Yagoua. Il s'agit d'un bâtiment de 18 bureaux dont la fin des travaux est annoncée pour mi-décembre 2018.

Rosette Ombessack

Minsep/Fécafoot

Happi s'écroule

Le patron de Tsinga été contraint de repousser son assemblée générale à une date ultérieure.

« Le président du Comité de Normalisation de la Fédération Camerounaise de Football (FECAFOOT), Me Dieudonné Happi, informe les membres de l'Assemblée Générale de la FECAFOOT et les acteurs du football que l'Assemblée Générale Extraordinaire de la FECAFOOT, initialement programmée le 27 septembre 2018 au Centre d'Excellence de la CAF de Mbankomo est reportée à une date ultérieure ». C'est ce qu'il ressort d'un communiqué signé samedi dernier par Dieudonné Happi, le président du Comité de Normalisation de la Fédération Camerounaise de Football. Ce Communiqué du patron de Tsinga vient donc ajourner une Assemblée Générale Extraordinaire dont il a annoncé la tenue seulement six jours avant, et pour laquelle il avait déjà obtenu auprès de l'autorité administrative, toutes les autorisations nécessaires.

Une mise au point de Parfait Siki, le responsable de la Communication de la Fédération Camerounaise de Football est d'ailleurs venue renforcer la détermination de Dieudonné Happi à tenir



Dieudonné Happi

son Assemblée Générale Extraordinaire à la date qu'il avait annoncée. Au motif que « La tutelle du Ministère des Sports et de l'Education physique c'est la primature, c'est la présidence. Et celle de la Fécafoot c'est la Fédération Internationale de Football Association, en l'occurrence ». Ce qui

constituait un parfait désaveu et un mépris non voilé à l'endroit du ministère en charge des sports au Cameroun. Mais il faut croire que c'est sur instruction du Ministère des Sports et de l'Education Physique que Dieudonné Happi s'est vu contraint de repousser son Assemblée

Générale Extraordinaire. Car à l'annonce de la tenue de celle-ci, « le ministre a écrit à Happi pour lui rappeler qu'il était question selon ce qui était convenu d'attendre la fin des élections présidentielles pour lancer quoi que ce soit du côté de la Fédération Camerounaise de Football.

» On en est donc là. Rien ne va bouger avant la fin de l'élection présidentielle dont la campagne a été lancée hier. Mais il faut bien s'attendre à ce que la guerre de positionnement continue à faire rage au sein de la « famille » Minsep/Fécafoot.

Alfred Epacka

Commentaire Mauvais présage

La nouvelle tournure que prennent les relations entre le Ministère des Sports et la Fédération Camerounaise de Football n'est pas de bon augure. La situation est que dans son désir de « faire valoir ses droits » la Fédération Camerounaise de Football a déclaré que le Minsep n'est pas sa tutelle. Et qu'elle n'avait de tutelle que la Fédération Internationale de football Association. Aussi n'entendait-elle pas, à la

demande du ministre, changer la date de tenue de son Assemblée Générale Extraordinaire. Si on peut cependant se réjouir ou se satisfaire du fait que celle-ci a fini par être décalée, il y a cependant lieu de se demander en quoi consisterait la riposte du patron de Tsinga qui vient ainsi de perdre la face. On se souvient d'ailleurs que son responsable de la Communication a martelé la semaine dernière que « si d'aventure, le ministère

des Sports interférait dans ce processus, cela serait considéré par la Fifa comme une ingérence ». Et la moindre correspondance pourrait donner du crédit à toute dénonciation à l'ingérence de la part de la Fédération Camerounaise de Football. Mais il faut aussi rappeler qu'il y a eu une certaine « collaboration » entre la Fédération Internationale de Football Association et le Cameroun. Lorsqu'il était question d'ajuster les lois

de notre République aux statuts de l'association qui dirige le football, Dieudonné Happi et son Comité de Normalisation ont reçu du Gouvernement camerounais toutes les facilitations nécessaires. Il n'y a qu'à voir la célérité avec laquelle la nouvelle loi sur le sport a été promulguée. Mais on se rend bien compte aujourd'hui qu'au nom de certains intérêts, des Camerounais sont en train de mettre en péril l'intérêt commun de toute une

Nation. Il n'est point besoin de rappeler qu'avoir maille à partir avec la Fédération internationale de football Association aurait une conséquence néfaste immédiate. Elle serait que notre pays perde l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations pour laquelle des énergies sont mobilisées, tant sur les plans humain, matériel que financier pour faire face à l'adversité.